

## L'ARAIGNÉE DANS LA TOILE. LE RWANDA AU CŒUR DES CONFLITS DES GRANDS LACS

[Filip Reyntjens](#)

La Découverte | « [Hérodote](#) »

2020/4 N° 179 | pages 73 à 90

ISSN 0338-487X

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.info/revue-herodote-2020-4-page-73.htm>  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# L'araignée dans la toile. Le Rwanda au cœur des conflits des Grands Lacs

*Filip Reyntjens*<sup>1</sup>

La déstabilisation aiguë de la région débute le 1<sup>er</sup> octobre 1990 lorsque le Front patriotique rwandais (FPR), mouvement majoritairement constitué de réfugiés Tutsi<sup>2</sup>, attaque le Rwanda à partir de l'Ouganda avec l'appui de ce dernier. Après l'effondrement de l'accord d'Arusha, signé en août 1993 pour mettre fin à la guerre civile, suivi du génocide des Tutsi et d'autres crimes de masse commis par les deux parties au conflit, le FPR gagne la guerre et prend le pouvoir à Kigali en juillet 1994. Entre avril et juillet, plus d'un million de Rwandais trouvent la mort et deux millions fuient le pays, principalement vers la Tanzanie et le Zaïre. C'est le début de l'extension dramatique de conflits voisins, surtout celui du Rwanda mais également ceux de l'Ouganda, du Burundi et de l'Angola [Reyntjens, 1997].

L'implosion progressive depuis les années 1970 de l'État zaïrois, miné par la prédation généralisée, a considérablement contribué à cette extension. Cependant, le Zaïre est également entouré de neuf pays, dont sept sont à l'époque instables de façon aiguë ou endémique. Dans un cycle pervers, l'instabilité des voisins menace le Zaïre, de même que le Zaïre menace ses voisins, d'autant que les frontières sont poreuses. Des alliances de circonstance jouent un rôle crucial dans une situation où les acteurs suivent la logique selon laquelle « l'ennemi de mon ennemi est mon ami », et où la survie des différents régimes est un souci constant. La déliquescence de l'État zaïrois avive les stratégies violentes de divers acteurs locaux et régionaux, publics et privés, tous avec des intérêts contradictoires. Pareil contexte

---

1. Professeur émérite à l'Institut de politique du développement, université d'Anvers.

2. Depuis 1959 de nombreux Tutsi ont fui le Rwanda. Ils étaient environ 600 000 au début des années 1990 et se trouvaient surtout dans les pays voisins.

favorise la privatisation de la violence publique, mettant en cause les espaces territoriaux étatiques.

La déliquescence de l'État zaïrois n'est toutefois pas seule en cause. C'est plutôt une combinaison unique de circonstances qui explique la genèse et le déroulement des guerres. À côté de la faiblesse de l'État zaïrois qui ne remplit pas, ou peu, ses fonctions essentielles de souveraineté (entre autres contrôle territorial, sécurité, fiscalité publique, fourniture de services, monopole de la violence et État de droit), d'autres facteurs entrent en jeu : débordement territorial de guerres civiles des voisins, alliances mouvantes, profitabilité de la guerre et de l'instabilité, dynamiques locales anciennes et plus récentes, en particulier dans la partie orientale du pays, et enfin impunité<sup>3</sup>.

Un facteur crucial réside, dès 1990, dans l'histoire du Rwanda. Alors même que ce dernier est le plus petit pays de la région, c'est là que se situe l'épicentre de toutes les crises. Le statut de superpuissance régionale assumé aujourd'hui par ce petit et pauvre pays est réellement étonnant ; il s'est acquis par la force des armes qui a pu prévaloir, en grande partie, grâce à la tolérance inspirée par des sentiments de culpabilité internationale après le génocide des Tutsi rwandais en 1994.

### La « guerre de libération »<sup>4</sup>

Quelque 1,5 million de Rwandais fuient au Zaïre en 1994 lorsque le FPR gagne la guerre civile. La plupart des réfugiés sont des Hutu, accompagnés et, dans une certaine mesure, contrôlés par l'ancienne armée gouvernementale, les Forces armées rwandaises (FAR), et par les miliciens *interahamwe* qui avaient joué un grand rôle dans le génocide. Installées dans des immenses camps juste au-delà de la frontière, les FAR veulent reprendre le pouvoir. Depuis 1995, le nouveau régime de Kigali fait face à l'insécurité, surtout dans les préfectures de l'Ouest qui sont le terrain d'opérations de commando menées par des réfugiés-guerriers opérant à partir du territoire zaïrois. Lors d'une visite aux États-Unis en août 1996, un mois avant le début de la rébellion qui sera à l'origine de la guerre, le vice-président et dirigeant effectif du Rwanda Paul Kagame annonce aux Américains qu'il va intervenir au Zaïre<sup>5</sup>. Des documents trouvés plus tard dans les camps montrent en effet

3. On trouvera plus de détails sur ces facteurs dans [Reyntjens, 2017].

4. Nom donné par les Zaïrois/Congolais à la guerre de 1996-1997 parce qu'elle a libéré le pays de la dictature de Mobutu.

5. D'après l'ambassadeur américain à Kigali à l'époque, Kagame lui disait déjà en mars 1996 que « si le Zaïre continue d'appuyer les ex-FAR/*Interahamwe* contre le Rwanda, à son tour le Rwanda pourrait trouver des éléments anti-Mobutu à soutenir », ajoutant que « si la

que les FAR préparaient une offensive d'envergure à partir de Goma et Bukavu. Face à l'absence de volonté ou de capacité de la communauté internationale et du Zaïre d'aborder ce problème, la patience de Kigali a atteint ses limites. Au même moment, tant l'Ouganda que le Burundi sont confrontés à des incursions de groupes rebelles opérant principalement à partir de l'est du Zaïre<sup>6</sup>. Les trois pays ont donc des soucis sécuritaires et des intérêts parallèles.

Deux phénomènes liés permettent de lancer la guerre. D'une part, confrontés à la violence de groupes « autochtones », les Tutsi du Sud-Kivu, appelés Banyamulenge, organisent leur autodéfense. De l'autre, le régime rwandais attise le feu en entraînant et équipant les Banyamulenge et, en même temps, en déployant ses propres troupes au Zaïre et en bombardant la zone frontalière. Face à une armée zaïroise désorganisée et démotivée, les Banyamulenge appuyés par l'armée rwandaise (Armée patriotique rwandaise – APR) conquièrent rapidement le Sud-Kivu. Leur avancée provoque la fuite vers l'ouest de centaines de milliers de civils, pour la plupart des réfugiés rwandais Hutu.

Un mouvement rebelle zaïrois, l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Zaïre/Congo (AFDL), ne voit le jour que le 18 octobre 1996, plus d'un mois après le début de la « rébellion des Banyamulenge ». Officiellement fondée à Lemera (Sud-Kivu), l'AFDL a été créée en réalité à Kigali. Son document de fondation est signé par les représentants de quatre petits mouvements politiques. Afin de parer la critique, formulée par le gouvernement zaïrois dès le début des combats, qu'il s'agit d'une agression externe, l'AFDL doit afficher une direction sans lien avec le Rwanda. L'ancien maquisard Laurent Kabila – qui n'est pas Tutsi mais Katangais d'origine – peut dès lors être présenté comme un leader « national ».

Début novembre, les frontières rwandaise et burundaise sont protégées par une zone tampon qui s'étend d'Uvira à Goma. Dans les semaines qui suivent, Masisi et Butembo tombent plus au nord. L'armée ougandaise (Uganda People's Defence Force – UPDF) prend Kasindi et ouvre la voie vers Beni. Lorsque Bunia est pris avec l'aide de l'UPDF le 25 décembre, la zone sous contrôle « rebelle » s'étend sur 800 km de longueur et 100 km de profondeur le long des frontières ougandaise, rwandaise et burundaise. Ceci met fin à la première phase de la guerre.

---

communauté internationale n'aidait pas à améliorer la sécurité dans la région, l'armée rwandaise pourrait se voir obligée d'agir seule » [Gribbin, 2005, p. 144-145].

6. Il s'agissait surtout des Allied Democratic Forces (ADF) pour l'Ouganda et du Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces pour la défense de la démocratie (CNDD-FDD) pour le Burundi.

CARTE 1. – PREMIÈRE PHASE DE LA PREMIÈRE GUERRE



Hérodote, n° 179, La Découverte, 4<sup>e</sup> trimestre 2020.

Le Rwanda a joué un rôle central au cours de cette phase. En effet, la « rébellion » au Kivu est en grande partie une extension de la guerre civile rwandaise. Kigali a beau nier avoir des troupes sur le sol zaïrois, l'armée rwandaise est très présente. À l'issue de la guerre, Kagame en personne dévoile le secret de Polichinelle dans une interview du *Washington Post*<sup>7</sup>. Il affirme que « le gouvernement rwandais a planifié et dirigé la rébellion », que « l'armée rwandaise a participé à la prise d'au moins quatre villes » et que « le Rwanda a fourni entraînement et armes aux forces (rebelles) même avant que la campagne pour renverser le maréchal Mobutu ait commencé en octobre dernier ». Il ajoute que « c'aurait été plus approprié si les rebelles congolais avaient mené la plupart des combats », mais qu'ils n'étaient pas « pleinement préparés pour le faire seuls ».

Jusqu'au début 1997, l'avancée de la « rébellion » resta limitée. Durant les premiers quatre mois de la guerre, environ 80 000 km<sup>2</sup> (moins de 5 % du territoire zaïrois) sont occupés. L'avancée s'arrête un moment après la chute de Bunia, parce que, lorsque la zone tampon est en place pour sécuriser les voisins à l'est, il y a une hésitation et même une controverse au sein de l'AFDL et de ses sponsors régionaux. L'Ouganda en particulier était très réticent à s'engager dans le conflit au-delà de ses intérêts sécuritaires immédiats<sup>8</sup>.

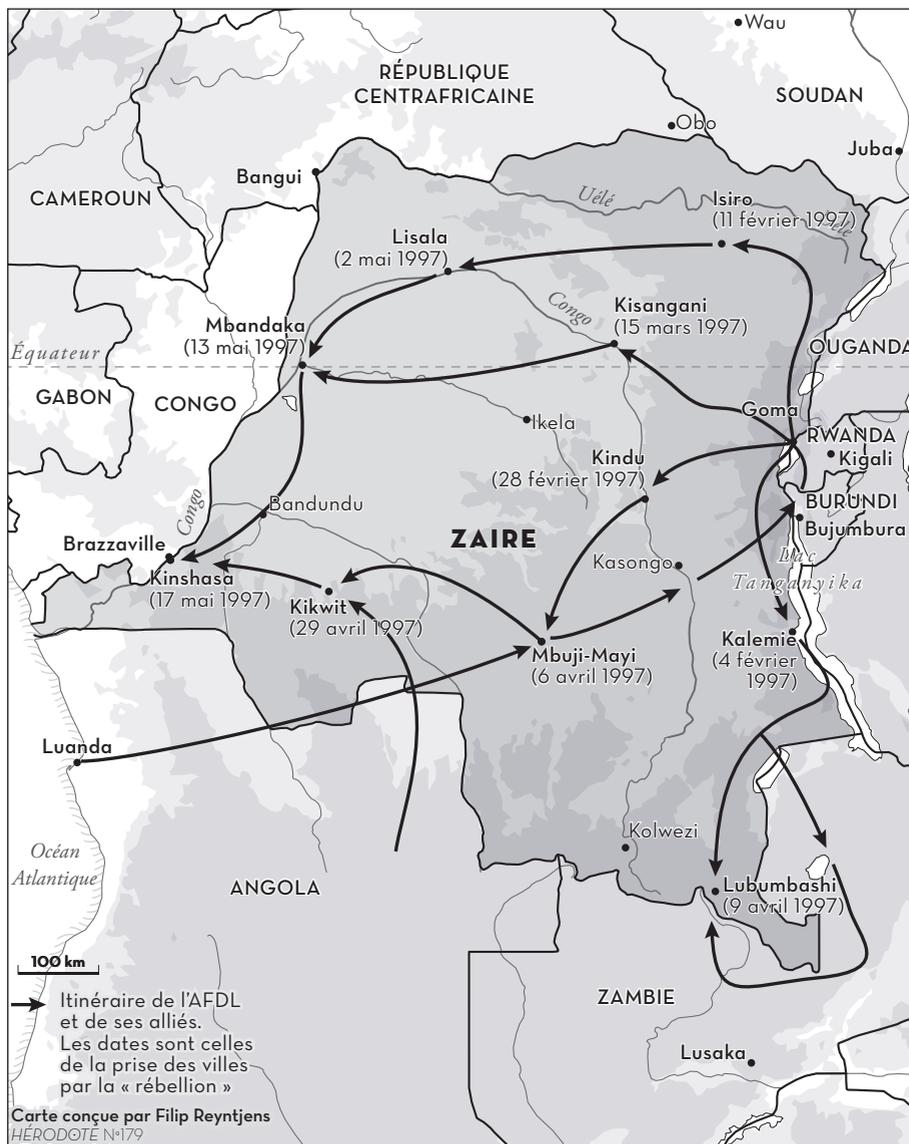
Tout comme le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi, le voisin méridional du Zaïre, l'Angola, faisait face à une rébellion, celle de l'UNITA qui opérait en partie au départ du Zaïre et bénéficiait d'appuis de la part de différents milieux au sein du régime de Mobutu. Fin 1996, le gouvernement angolais, se rendant compte que ses soucis sécuritaires n'étaient pas allégés par la rébellion à l'est du Zaïre, décide d'entrer dans le jeu. Sa position d'étendre les ambitions de la rébellion à l'ensemble du Zaïre finit par convaincre Kagame et le président ougandais Museveni<sup>9</sup>. Pendant deux semaines en février 1997, plusieurs bataillons angolais sont ainsi transférés par air à Kigali, d'où ils se rendent à Goma et Bukavu par route. L'entrée de l'armée angolaise donne un nouveau souffle à la « rébellion ». Alors qu'il lui a fallu quatre mois (octobre 1996-janvier 1997) pour occuper moins d'un vingtième du pays, le reste du territoire est pris dans les trois mois qui suivent l'arrivée des Angolais (mi-février à mi-mai 1997). Kinshasa tombe le 17 mai et Laurent Kabila se proclame président le 29 mai. Très gravement malade, Mobutu

7. J. Pomfret, « Defence Minister Says Arms, Troops Supplied for Anti-Mobutu Drive », *The Washington Post*, 9 juillet 1997.

8. Kagame confirme que « l'objection principale à un engagement direct dans la rébellion anti-Mobutu est venue de l'Ouganda » (*Weekly Mail and Guardian*, 8 août 1997).

9. Ainsi, l'hebdomadaire angolais *Espresso* du 3 mai 1997 affirme que le président Dos Santos insiste pour que Kabila poursuive son offensive jusqu'au bout, c'est-à-dire le renversement de Mobutu.

CARTE 2. – DEUXIÈME PHASE DE LA PREMIÈRE GUERRE



Hérodote, n° 179, La Découverte, 4<sup>e</sup> trimestre 2020.

a déjà quitté le pays pour le Maroc, où il meurt en septembre. Le Zaïre redevient la République démocratique du Congo.

Les retombées humanitaires sont énormes. Dès le début de la guerre, l'APR commet des massacres de grande envergure, en particulier contre les réfugiés hutu. Elle bombarde systématiquement les camps au Sud et au Nord-Kivu, où des massacres sont également commis avec des armes légères. Ces attaques continuent et s'intensifient même lorsque les réfugiés fuient vers l'ouest.

Les massacres les plus importants ont lieu entre Shabunda et Kingulube, à Shanji, Walikale, Tingi-Tingi, Kasese et Biaro. Des unités de « recherche et destruction » de l'APR atterrissent à Kisangani, d'où elles sont déployées sur l'axe Kisangani-Ubundu où des dizaines de milliers de réfugiés sont massacrés. Entre Boende et Mbandaka, les réfugiés font l'objet d'une opération systématique d'extermination. Un exercice « Mapping » conduit pour le compte du Haut-Commissariat des Nations unies pour les droits de l'homme confirme et décrit en détail une longue liste d'atrocités déjà documentées auparavant par des enquêtes de l'ONU, d'ONG nationales et internationales et de journalistes d'investigation. Le rapport conclut que la grande majorité des 617 « incidents » décrits doivent être qualifiés de crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Sur la qualification de génocide, il note : « Plusieurs incidents répertoriés dans ce rapport, s'ils sont enquêtés et prouvés devant un tribunal compétent, révèlent des circonstances et des faits à partir desquels un tribunal pourrait tirer des inférences de l'intention de détruire en partie le groupe ethnique hutu en RDC, s'ils sont établis hors de tout doute raisonnable », référence explicite à la convention sur la prévention et la répression du crime de génocide [Haut-Commissariat des Nations unies pour les droits de l'homme, 2010, p. 14].

### **La « guerre d'occupation »<sup>10</sup>**

Contrairement à ce que de nombreux observateurs et acteurs dans la région et au sein de la communauté internationale espéraient, l'accession au pouvoir de Kabila n'annonce ni la reconstruction de l'État congolais ni la fin de l'instabilité régionale. Au contraire, tous les ingrédients pour la reprise de la guerre se manifestent dès les premiers mois de la présidence de Kabila. Les deux problèmes à l'origine immédiate du conflit de 1996-1997 ne sont pas résolus. D'une part, le statut des « populations à nationalité douteuse », expression codée référant aux rwandophones de l'est du Congo, n'est pas clarifié. Le ressentiment des

10. Appelée ainsi par les Congolais en vertu de la présence massive de l'armée rwandaise et du ressentiment qu'elle provoque.

« autochtones » envers les *Banyarwanda* est même pire qu'avant. D'autre part, les soucis sécuritaires du Rwanda n'ont pas disparu. Le rapatriement volontaire ou forcé au pays de centaines de milliers de réfugiés hutu à l'automne 1996 a déplacé, du moins en partie, le problème de l'extérieur vers l'intérieur ; de plus, des poches d'anciens FAR et d'*interahamwe* demeurent actives dans les deux Kivu. La persistance de ces problèmes contribue à l'extension régionale de la bipolarisation ethnique qui avait montré son potentiel destructeur au Rwanda et au Burundi. Une ethnogenèse rapide est en marche : de plus en plus de voix au Congo et dans les Kivu en particulier développent le spectre d'un conflit entre « Bantous » d'un côté et « Hamites », « Hima », « Nilotiques » ou « Tutsi » de l'autre.

En outre, en intervenant au Congo en 1996-1997, les États de la région n'ont pas seulement opéré d'une façon clairement contraire au droit international et aux mécanismes de prévention et de gestion des conflits des Nations unies et de l'Organisation de l'unité africaine (OUA, actuelle Union africaine), mais ils ont également ouvert une boîte de Pandore dont le contenu se révèle à partir de la mi-1998. En plus de l'intervention unilatérale de ces États, le phénomène de la privatisation d'espaces publics s'est considérablement accru. Des réseaux mafieux et très spéculatifs sont entrés dans le jeu, accompagnés d'instruments privés ou mercenaires de maintien de l'« ordre », comme Executive Outcomes, Military Professional Resources Inc. et Ronco Consulting, ces deux dernières étant des sociétés privées constituées d'anciens militaires américains. La quasi-absence de l'État congolais donne de plus en plus d'espace à toutes sortes d'intérêts particuliers, sous la forme de seigneurs de guerre, mouvements rebelles et entrepreneurs de l'insécurité opérant dans un contexte de frontières territoriales poreuses. Dans la poursuite de leurs intérêts, ces acteurs étatiques et non étatiques, légaux et illégaux, visibles et moins visibles tissent des alliances à court terme et rapidement mouvantes, créant ainsi un environnement politico-militaire complexe, changeant et imprédictible.

L'impossible équilibre entre des intérêts contraires éclate le 26 juillet 1998, lorsque le directeur de cabinet au ministère congolais de la Défense, portefeuille géré par Kabila lui-même, déclare que « les soldats rwandais et autres étrangers » doivent quitter le Congo. Le 29 juillet, environ 600 militaires rwandais quittent Kinshasa pour Kigali. En gestation depuis plusieurs mois, une nouvelle guerre était devenue inévitable. Le 2 août, le commandant de la 10<sup>e</sup> brigade des FAC (Forces armées congolaises) lit un message sur radio Goma où il annonce : « Nous, l'armée de la République démocratique du Congo, avons pris la décision de destituer le président Laurent-Désiré Kabila du pouvoir. » La déclaration accuse Kabila « d'abus de pouvoir, de népotisme et de corruption » et appelle la population à poursuivre ses activités normales. Le lendemain, la 12<sup>e</sup> brigade basée à Bukavu rejoint l'insurrection. Tout comme en 1996, la « rébellion » ne révèle un nom et

une direction visible qu'après ses débuts. Le 12 août, dix jours après le début de la guerre qu'elle est censée lancer, le Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD) se manifeste. Également comme en 1996, le Rwanda est derrière sa création, justifiant son intervention par l'incapacité ou la mauvaise volonté de la part de Kabila d'assurer la sécurité à sa frontière. Bien que ses soucis soient moins aigus, l'Ouganda entre immédiatement dans le jeu, peut-être en partie parce qu'il ne veut pas que le Rwanda opère seul le long de sa frontière de l'ouest.

Tandis que la rébellion se répand rapidement à l'est, l'armée rwandaise lance le 5 août une opération aéroportée au Bas-Congo, à l'ouest de Kinshasa. Des avions cargos sont saisis à l'aéroport de Goma pour transporter des troupes vers la base militaire de Kitona. Cette action très osée, à 2 000 km de distance des bases de l'armée rwandaise, a un grand potentiel, puisqu'elle menace Kinshasa directement et bloque les FAC à l'ouest alors que la RDC en aurait besoin à l'est. Cependant, dans le contexte des alliances mouvantes dont il sera question plus loin, l'Angola, le Zimbabwe et la Namibie interviennent aux côtes de Kabila contre leurs alliés de jadis, le Rwanda et l'Ouganda. Le 20 août, un premier bataillon zimbabwéen arrive à Kinshasa. Deux jours plus tard, l'entrée de plusieurs bataillons angolais, appuyés par la force aérienne, une artillerie lourde et des blindés, défait rapidement le corps expéditionnaire rwandais au Bas-Congo. L'armée rwandaise se retire, évacuée soit par avion, soit à travers la partie de l'Angola tenue par le mouvement rebelle UNITA. Fin août, le contrôle de la région à l'ouest de Kinshasa est rétabli par la coalition progouvernementale. L'entrée de l'Angola et du Zimbabwe a fait la différence, à l'opposé de la première guerre lorsque le régime Mobutu était totalement isolé face à une alliance régionale unie. C'est lors d'une réunion de la Southern African Development Community (SADC) que fut formellement autorisé le déploiement de troupes angolaises, zimbabwéennes et namibiennes, compensant ainsi la faiblesse des FAC, qui ne valaient pas mieux que les FAZ en 1996-1997.

Malgré le contretemps au Bas-Congo et l'appui de l'alliance SADC à Kabila, la « rébellion » continue son avancée rapide à l'est. Début septembre, neuf bataillons rwandais et cinq ougandais prennent Moba, Kisangani et Watsa. Le 12 octobre, Kindu, la capitale de la province du Maniema, tombe après de violents combats. Cela prive le côté gouvernemental d'un aéroport à portée de frappe du Rwanda et ouvre la voie aux zones diamantifères du Kasai. À la mi-novembre, un nouveau groupe rebelle occupe en grande partie la province septentrionale de l'Équateur après avoir mis en déroute les FAC et leurs alliés tchadiens, qui souffrent de grosses pertes. Le Mouvement de libération du Congo (MLC), dirigé par Jean-Pierre Bemba, est en réalité une création de l'Ouganda qui dispose maintenant de son propre « agent » au Congo. Le MLC prend bientôt ses distances par rapport au RCD dominé par le Rwanda. L'armée ougandaise occupe alors le territoire pour le compte de Bemba qui initialement n'a pas de troupes propres.

La chute de Kindu et la menace qu'elle crée pour les mines de diamant du Kasai oriental convainquent le Zimbabwe et l'Angola d'étendre considérablement leur intervention. Pour l'Angola, la crainte que les rebelles congolais et leurs sponsors puissent « se nourrir » des revenus des diamants et faire la jonction avec les combattants de l'UNITA est inacceptable. De leur côté, les associés d'affaires du président zimbabwéen Mugabe et des officiers haut-placés de l'armée entendent sauvegarder leurs investissements dans le secteur minier congolais.

Les combats continuent sur plusieurs fronts, mais la tendance est à une stabilisation des positions. En 1999 et 2000, le RCD/APR fait quelques avancées au Kasai et au Nord-Katanga, mais est incapable de prendre Mbuji-Mayi et Kananga. Dans l'Équateur, le MLC – avec l'appui d'éléments de l'UNITA et de milliers de militaires ougandais – étend son emprise sur la région, mais ne parvient pas à s'emparer de Mbandaka. Au Katanga, Pweto change de mains à diverses reprises avant d'être occupé par l'armée rwandaise en décembre 2000. Cependant, les rebelles du RCD et l'APR sont bloqués à l'ouest de la ville et échouent dans leur tentative de pousser vers Lubumbashi. Même s'il y a encore des batailles occasionnelles, une sorte de ligne de front se stabilise plus ou moins le long de l'axe qui va de Mbandaka à Pweto en passant par Kananga et Mbuji-Mayi. Cette impasse militaire conduit à un scénario de négociations. C'est ici que se situe la différence avec la guerre de 1996-1997 : des dizaines de milliers de militaires de pays qui étaient des alliés pendant la guerre précédente se trouvent engagés dans des camps opposés, équilibrant ainsi l'absence d'un État et d'une armée congolais et l'incapacité des groupes rebelles.

Même si les pays engagés dans la guerre (RDC, Angola, Namibie, Ouganda, Rwanda et Zimbabwe) signent un accord de paix à Lusaka en juillet 1999 (le RCD et le MLC n'y souscrivent qu'en août), il faut encore attendre près de quatre ans de négociations, après l'assassinat de Laurent Kabila en janvier 2001 et sa succession dynastique par son fils Joseph, avant qu'un « Accord global et inclusif » soit signé en Afrique du Sud en avril 2003. Ceci met formellement fin à la guerre, le Rwanda et l'Ouganda retirant graduellement leurs troupes. Ce n'est cependant pas la fin effective des hostilités qui continuent de façon ouverte ou clandestine jusqu'en 2013. Les régions du Kivu et de l'Ituri continuent en outre à être le théâtre de grandes violences jusqu'à ce jour.

### **La guerre rwandaise par procuration**

Le Rwanda a créé des mouvements rebelles de paille derrière lesquels il a caché son intervention en 1996 (AFDL) et 1998 (RCD). La présence rwandaise en RDC a continué bien après le retrait officiel de ses troupes en 2002, comme constaté

CARTE 3. – DEUXIÈME GUERRE. SITUATION MILITAIRE AU DÉBUT 2000



dans la partie non publiée du rapport d'un panel de l'ONU en octobre 2003<sup>11</sup>. Le «réseau du Rwanda» est considéré par le panel comme «la menace la plus sérieuse pour le gouvernement congolais d'unité nationale. L'acteur principal dans ce réseau est l'appareil rwandais de sécurité, dont l'objectif est de maintenir la présence et le contrôle du Rwanda sur le Kivu et peut-être sur l'Ituri<sup>12</sup>». Plus tard, un autre groupe d'experts de l'ONU constate lui aussi que «le territoire rwandais continue d'être utilisé à des fins de recrutement, d'infiltration et de déstabilisation<sup>13</sup>». Un rapport publié à la fin de 2008 documente la fourniture par le Rwanda d'uniformes et de munitions, un appui financier et une aide militaire à un nouveau groupe rebelle congolais à prédominance Tutsi, le Congrès national pour la défense du peuple (CNDP)<sup>14</sup>. Des condamnations internationales suivent et les Pays-Bas et la Suède, considérés comme des «amis du Nouveau Rwanda», suspendent une partie de leur aide budgétaire.

Suite à un coup orchestré par le Rwanda au sein du CNDP le mouvement s'effondre, mais Kigali prend à nouveau le risque de déstabiliser le Nord-Kivu au printemps 2012. Plusieurs rapports montrent que le Rwanda fournit des armes, des munitions et des recrues à un nouveau mouvement rebelle, le M23, né des cendres du CNDP<sup>15</sup>. Ces rapports documentent des interventions directes de l'armée rwandaise au Congo pour renforcer le M23, ainsi qu'un appui à d'autres insurrections et à des politiciens sécessionnistes. Le Rwanda nie tout, mais même ses alliés les plus proches finissent par prendre leurs distances. Les États-Unis, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, l'Allemagne et la Suède suspendent leur aide et l'ambassadeur extraordinaire américain en charge des crimes de guerre laisse entendre que les dirigeants rwandais pourraient être poursuivis en droit pénal international pour l'assistance fournie à un groupe coupable de crimes de guerre<sup>16</sup>.

---

11. UN Security Council, *Final Report of the Panel of Experts on the Illegal Exploitation of Natural Resources and Other Forms of Wealth of the Democratic Republic of the Congo*, S/2003/1027, 23 octobre 2003.

12. *Idem*, paragraphe 2 de la Section V non publiée.

13. UN Security Council, *Report of the Group of Experts on the Democratic Republic of the Congo*, S/2005/30, 25 janvier 2005, paragraphe 185.

14. UN Security Council, *Final Report of the Group of Experts on the Democratic Republic of the Congo*, S/2008/773, 12 décembre 2008, paragraphes 61 – 68.

15. UN Security Council, *Addendum to the Interim Report of the Group of Experts on the Democratic Republic of the Congo (S/2012/348) Concerning Violations of the Arms Embargo and Sanctions Regime by the Government of Rwanda*, S/2012/348/Add. 1, 27 juin 2012; Human Rights Watch, *DR Congo : Rwanda Should Stop Aiding War Crimes Suspect : Congolese Renegade General Bosco Ntaganda Receives Recruits and Weapons from Rwanda*, 4 juin 2012.

16. Chris McGreal, «Rwanda's Paul Kagame Warned He May be Charged with Aiding War Crimes», *The Guardian*, 25 juillet 2012.

En août, un sommet de la SADC note que des groupes rebelles opèrent « avec l'assistance du Rwanda et insiste pour que celui-ci arrête immédiatement son ingérence, qui constitue une menace pour la paix et la stabilité, non seulement de la RDC mais également de la région de la SADC ». Malgré ces forts avertissements, le Rwanda continue d'appuyer activement le M23, comme le montrent plusieurs rapports<sup>17</sup>.

La SADC finit par réagir vigoureusement. Une *Force Intervention Brigade* (FIB) internationale, autorisée par le Conseil de sécurité des Nations unies, est mise en place avec des unités sud-africaines, tanzaniennes et malawites sous commandement tanzanien. Environ 3 000 militaires d'élite sont déployés à la fin mai dans l'est de la RDC, ce qui internationalise considérablement le conflit. Forte de son mandat offensif, cette intervention porte rapidement ses fruits. Appuyées par la FIB et renforcées par une amélioration significative de leur capacité tactique et logistique, les FARDC (Forces armées de la République démocratique du Congo, le nouveau nom de l'armée depuis l'accord de 2003) infligent des pertes considérables au M23, qui est également affaibli par une scission, à nouveau orchestrée par le Rwanda. Fin octobre, les FARDC poussent le M23 vers la frontière du Rwanda, où les rebelles sont appuyés par des chars rwandais. Cependant, le sort du M23 est scellé le 1<sup>er</sup> novembre, lorsque Washington et Londres enjoignent Kagame de sortir du conflit<sup>18</sup>. Le 3 novembre, le président du M23 reconnaît la défaite et ordonne la fin des hostilités.

La facilité avec laquelle le M23 a été défait montre qu'il était une coquille vide du point de vue militaire sans l'appui du Rwanda. Pour Kigali, l'issue de cet épisode est désastreuse. Avec la défaite du M23, le Rwanda perd son dernier bastion en RDC, le privant ainsi d'une présence politique, militaire et économique dans une partie du Congo qu'il considère comme une aire d'influence « naturelle ». Un autre prix qu'il paie est la perte de la sympathie, ou du moins d'une certaine part de compréhension, d'importants alliés internationaux. Enfin, cet épisode augmente également son isolement régional. Non seulement le mouvement rebelle qu'il appuyait est défait avec l'assistance cruciale de la Tanzanie et de l'Afrique du Sud, mais les relations avec la Tanzanie se dégradent un peu plus, après avoir

17. UN Security Council, « Letter Dated 7 August 2012 from the Coordinator of the Group of Experts on the DRC Addressed to the Acting Chair of the Committee », S/AC.43/2012/COMM.32, 8 août 2012 ; Human Rights Watch, *DR Congo : M23 Rebels Committing War Crimes. Rwandan Officials Should Immediately Halt All Support or Face Sanctions*, 11 septembre 2012.

18. Darren Olivier, « How M23 Was Rolled Back », *African Defence Review*, 30 octobre 2013 ; Mike Pflanz, « DR Congo: M23 Rebels Close to Defeat after US and Britain Urge Rwanda to Stay Off », *The Daily Telegraph*, 31 octobre 2013.

déjà pâti lorsque le président Kikwete eut suggéré, lors du sommet de l'UA en mai 2013, que le Rwanda devait engager un dialogue avec le mouvement rebelle des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR), une suggestion qui avait provoqué des échanges verbaux très hostiles entre les deux pays. Cet isolement régional se creusera encore davantage lorsque les relations avec l'Ouganda se détérioreront.

### Alliances mouvantes

Tous les acteurs raisonnent en termes de « l'ennemi de mon ennemi est mon ami ». Le fait que Mobutu ait eu beaucoup d'ennemis en 1996 explique l'émergence d'une formidable coalition régionale qui le défait lors de la première guerre. Mais il apparaît durant la seconde guerre que pareille alliance conjoncturelle est fragile, les amis d'hier devenant les ennemis d'aujourd'hui quasiment du jour au lendemain. Au début de cette guerre, Kabila est sauvé par l'Angola et le Zimbabwe qui se retournent contre leurs anciens alliés rwandais et ougandais. D'autres retournements ont rapidement lieu. Ainsi les milices Mai-Mai, qui ont combattu Kabila avant même qu'il prenne le pouvoir, se joignent à lui dans le cadre d'une coalition « anti-Tutsi ». Dans la même logique, un retournement encore plus spectaculaire amène les ex-FAR et les *interahamwe* dans le camp de Kabila, alors que les réfugiés hutu rwandais avaient perdu beaucoup des leurs pendant et après la rébellion de l'AFDL et de ses alliés rwandais d'antan. La fragilité des alliances s'observe à nouveau lorsqu'un conflit oppose le Rwanda à une faction importante des Banyamulenge, lesquels avaient cherché la protection de Kigali mais avaient en même temps été utilisés comme prétexte pour l'invasion rwandaise en 1996. Déjà, à l'automne 1996, des leaders banyamulenge s'étaient rendu compte qu'ils avaient été instrumentalisés par le Rwanda et que, plutôt que de protéger leur communauté, leur association avec Kigali l'avait davantage marginalisée et menacée.

Le renversement le plus dramatique a lieu entre les anciens alliés centraux, le Rwanda et l'Ouganda. Selon les mots du rédacteur en chef du quotidien ougandais *The Monitor*, Charles Onyango-Obbo, en août 1999 « l'impossible se produit<sup>19</sup> ». Les armées rwandaise et ougandaise mènent une violente bataille pour le contrôle de Kisangani. En mai-juin 2000, elles s'affrontent à nouveau dans et autour de la ville. Des armes lourdes sont utilisées et un millier de civils et 120 soldats trouvent la mort. Plusieurs causes sont à l'origine du conflit entre les anciens alliés. Alors que l'Ouganda veut éviter de répéter l'erreur faite en 1996-1997,

---

19. *The East African*, 30 août-5 septembre 1999.

lorsque Kabila fut propulsé au pouvoir sans beaucoup d'implication congolaise, le Rwanda préfère une solution militaire rapide et l'installation d'un autre homme de paille à Kinshasa. De plus, des « entrepreneurs de l'insécurité » [Perrot, 1999] appartenant aux réseaux d'élites dans les deux pays se trouvent en rivalité pour l'extraction de ressources naturelles congolaises, notamment les diamants dans la région de Kisangani. Enfin, Museveni éprouve du ressentiment envers les ambitions géopolitiques de son petit voisin et le manque de gratitude de la part de Kagame, qui doit son accession au pouvoir à l'appui de l'Ouganda. Tout comme la guerre civile rwandaise s'était déversée au Zaïre/RDC à partir de 1996, le conflit avec l'Ouganda est mené sur le territoire du voisin faible et en partie par procuration. Les deux pays appuient en effet des groupes rebelles et des milices ethniques dans le contexte d'un paysage politico-militaire de plus en plus fragmenté. Ils s'accusent mutuellement de soutenir tel ou tel groupe armé, ce que les deux côtés font effectivement. En mars 2001, le Rwanda est officiellement déclaré une « nation hostile » par le gouvernement ougandais. Les relations empirent dangereusement et des troupes sont déployées de part et d'autre de la frontière commune. En novembre 2001, la ministre britannique de la Coopération internationale Clare Short convoque ses deux protégés à Londres afin de mettre fin à une situation qui risque de devenir un fiasco pour le Royaume-Uni, si deux alliés et grands bénéficiaires de son aide entraient dans une guerre totale. Les relations ne deviennent pas pour autant cordiales, mais le risque d'une guerre directe s'éloigne.

La situation s'aggrave de nouveau au début 2003, lorsque le Rwanda achemine des troupes et du matériel militaire dans la région de l'Ituri en appui aux rebelles de l'Union des patriotes congolais (UPC), jusque-là aidés par l'Ouganda. Cette tentative de la part du RCD-Goma et du Rwanda de faire la jonction entre les territoires en conflit du Nord-Kivu et de l'Ituri est considérée par Kampala comme une menace vitale pour ses frontières, ce qui mène à nouveau les deux pays au bord de la guerre. Les confrontations du début des années 2000 sont suivies par une longue accalmie durant laquelle les relations se normalisent. Elles se détériorent cependant à nouveau au début de 2017 et demeurent hostiles jusqu'en 2020, mais cette situation est liée à des contentieux bilatéraux sans rapport direct avec le Congo.

### **Le Rwanda, l'araignée dans la toile**

À un moment ou à un autre, le Rwanda a été ou est en conflit avec chacun de ses quatre voisins, principalement le Zaïre/RDC et l'Ouganda. Les rapports avec ce dernier redeviennent hostiles en 2017. Le Rwanda accuse l'Ouganda d'appuyer des groupes armés qui veulent le déstabiliser, et d'arrêter et torturer des Rwandais sur son territoire. De son côté, l'Ouganda accuse le Rwanda d'infiltrer ses services

de sécurité et d'être engagé dans des activités d'espionnage. En mars 2019, Kagame affirme que « l'Ouganda a tenté de miner le Rwanda depuis 1998 », ajoutant que, face à ces menaces, « personne ne peut me forcer à me mettre à genoux ». Le même jour, Museveni réagit avec un avertissement martial : « Ceux qui veulent déstabiliser notre pays ne connaissent pas nos capacités. Dès que nous mobilisons, vous ne pouvez survivre. » Une semaine plus tard, le Rwanda ferme la frontière avec l'Ouganda. Une guerre verbale éclate et la presse des deux pays évoque la possibilité d'une guerre réelle qui a pu être évitée jusqu'à présent, mais les relations bilatérales restent empoisonnées.

Les relations entre le Rwanda et le Burundi ont été hostiles ces vingt dernières années. Le Rwanda qui pratique une politique de désethnicisation depuis que le FPR est au pouvoir déteste en particulier le choix burundais de l'institutionnalisation de l'ethnicité qu'il considère comme un « anti-modèle ». La situation s'est détériorée gravement lorsque le président burundais Pierre Nkurunziza a été élu pour un troisième mandat. Déjà auparavant, le Rwanda soupçonnait Bujumbura d'appuyer le groupe rebelle rwandais des FDLR. De son côté, le Burundi accuse Kigali de soutenir des rebelles burundais. Ces accusations ont été confirmées par des rapports indépendants montrant le recrutement, l'entraînement et l'armement de réfugiés burundais par l'armée rwandaise<sup>20</sup>. L'état détestable des relations bilatérales est encore illustré lorsque, en décembre 2018, Nkurunziza demande à Museveni d'organiser un sommet régional afin de discuter de ce qu'il présente comme un « conflit ouvert » avec le Rwanda qu'il désigne comme un « ennemi ». Un incident très grave a lieu en novembre 2019, lorsqu'une position de l'armée burundaise est attaquée près de la frontière avec le Rwanda. Cette attaque surprise fait plus de dix morts et de nombreux blessés parmi les militaires burundais. Le Burundi accuse le Rwanda d'avoir commis un acte d'agression constituant « une menace pour la paix et la sécurité de la région entière des Grands Lacs » et se réserve « le droit à la défense légitime ».

Quant à la Tanzanie, les frictions se sont concrétisées autour de l'épisode du M23. En juin 2013, juste après le déploiement de la FIB sous commandement tanzanien, Kagame déclara au sujet du président tanzanien Kikwete qu'il « l'attendra au bon endroit et le frappera », n'ayant pas supporté la suggestion d'entamer des pourparlers avec les rebelles des FDLR. Étant donné que le Rwanda

---

20. Refugees International, *Asylum Betrayed: Recruitment of Burundian Refugees in Rwanda*, 14 décembre 2015 ; United Nations, Security Council, « Letter dated 15 January 2016 from the Coordinator of the Group of Experts on the DRC addressed to the Chair of the Committee », S/AC.43/2016/COMM.2, 15 janvier 2016 ; Human Rights Watch, *Burundi: Abductions, Killings Spread Fear. UN Security Council Should Press for Deployment of International Police Presence*, 25 février 2016.

appuie le M23 qui a été défait avec l'aide de la FIB, c'est en quelque sorte une guerre par procuration que se sont livrées le Rwanda et la Tanzanie en RDC. Les relations s'améliorent cependant depuis qu'en 2015 John Magufuli a succédé à Kikwete.

Malgré l'implication de nombreux autres acteurs, le Rwanda est clairement l'araignée dans la toile, puisqu'il participe à tous les conflits et y joue à chaque fois un rôle central. Cela peut paraître paradoxal, venant du plus petit pays de la région. Sans la direction prise par le Rwanda, la « rébellion ADFL » n'aurait pas eu lieu et Kabila n'aurait pas remplacé Mobutu. L'Ouganda, le Burundi et l'Angola avaient des soucis sécuritaires similaires à ceux du Rwanda, mais ils étaient moins vitaux, et ces pays auraient probablement limité leurs actions militaires à des frappes transfrontalières. Une nouvelle fois en 1998, alors que l'Ouganda était également irrité par l'évolution en RDC, c'est le Rwanda qui prit l'initiative de lancer une nouvelle « rébellion », une action ensuite suivie par l'Ouganda.

Une des explications de cette prédominance rwandaise peut être trouvée dans l'histoire du FPR. Depuis que ses dirigeants (ou les parents de ces dirigeants) ont vécu en Ouganda en tant que réfugiés, ils ont été confrontés à la violence comme auteurs, victimes ou témoins. Le fusil les a bien servis par le passé et ils se sont rendu compte que les négociations, le compromis et les accords n'offrent pas les mêmes avantages que la victoire militaire. Le FPR a maintenu cette gestion armée après sa prise du pouvoir. L'étroit contrôle physique du pays et l'approche sécuritaire des dynamiques régionales sont une question de survie pour un régime qui se sent constamment menacé, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.

Cependant, cette approche militarisée ne se base pas seulement sur des expériences récentes. Un dicton attribué au roi Rujugira (fin du XVIII<sup>e</sup> siècle) proclame : « le Rwanda attaque, il ne peut être attaqué » (*Urwanda ruratera ntiruterwa*) [Kagame, 1972, p. 137]. Le Rwanda précolonial était en effet une société profondément militarisée, dont l'effet le plus profond « fut d'instituer la glorification du militarisme et de la violence militaire qui finira par pénétrer toute la culture du Rwanda au fur et à mesure que les armées deviendront le fondement de toute l'organisation administrative du pays » [Vansina, 2001, p. 83]. Le FPR se réfère régulièrement à ce passé et il y a en effet une indéniable continuité entre le Rwanda précolonial et celui d'après 1994 [Reyntjens, 2018]. Normes et valeurs militaires sont présentes dans toute la société rwandaise [Purdeková, Reyntjens et Wilén 2018], montrant la continuité d'un « nationalisme belligérant » de la diaspora au Rwanda contemporain [Riot, Bancel et Rutaysire, 2017]. Une continuité de longue durée s'étendant sur deux siècles aide ainsi à comprendre les conflits transfrontaliers qui ont marqué la région des Grands Lacs ces trente dernières années, et le rôle central que le Rwanda y a joué.

## Bibliographie

- GRIBBIN R.E. (2005), *In the Aftermath of Genocide. The U.S. Role in Rwanda*, New York, iUniverse.
- HAUT-COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES DROITS DE L'HOMME (2010), *République démocratique du Congo, 1993-2003. Rapport du Projet Mapping concernant les violations les plus graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire entre mars 1993 et juin 2003 sur le territoire de la République démocratique du Congo, août*.
- KAGAME A. (1972), *Un abrégé de l'ethno-histoire du Rwanda*, Butare, Éditions universitaires du Rwanda.
- PERROT S. (1999), « Entrepreneurs de l'insécurité. La face cachée de l'armée ougandaise », *Politique africaine*, n° 75, p. 60-71.
- PURDEKOVA A., REYNTJENS F. et WILÉN N. (2018), « Militarisation of governance after conflict: beyond the rebel-to-ruler frame – the case of Rwanda », *Third World Quarterly*, vol. 39, n° 1, p. 158-174.
- REYNTJENS F. (1997), « La rébellion au Congo-Zaïre : une affaire de voisins », *Hérodote*, n° 86-87, Paris, La Découverte, p. 57-77.
- REYNTJENS F. (2017), « Instability in the Great Lakes Region », in HARBESON J.W. et ROTHCHILD D. (dir.), *Africa in World Politics. Constructing Political and Economic Order*, Boulder, Westview Press, p. 176-201.
- REYNTJENS F. (2018), « Understanding Rwandan politics through the longue durée: from the precolonial to the post-genocide era », *Journal of Eastern African Studies*, vol. 11, n° 3, p. 514-532.
- RIOT T., BANCEL N. et RUTAYISIRE P. (2017), « Un art guerrier aux frontières des Grands Lacs. Aux racines dansées du Front patriotique rwandais », *Politique africaine*, n° 147, p. 109-134.
- VANSINA J. (2001), *Le Rwanda ancien. Le royaume nyiginya*, Paris, Karthala.